

## Des bienfaits des dépenses militaires aux dividendes de la paix : évolution croisée Est-Ouest (Note)

Michel Rogalski

Volume 23, numéro 3, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703045ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703045ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Rogalski, M. (1992). Des bienfaits des dépenses militaires aux dividendes de la paix : évolution croisée Est-Ouest (Note). *Études internationales*, 23(3), 531–547.  
<https://doi.org/10.7202/703045ar>

# Des bienfaits des dépenses militaires aux dividendes de la paix : évolution croisée Est-Ouest

Michel ROGALSKI\*

Ayant vu le jour à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la guerre froide vient de s'achever. C'est vers le milieu de la décennie que se situe le grand tournant de l'apparition de la détente, de l'arrêt de la course aux armements, de l'amorce de la réduction des budgets militaires des plus grands pays à l'Est comme à l'Ouest. De la rencontre de Reykjavik (1985) au traité Start de Moscou (1991) en passant par les accords américano-soviétiques de Washington (1987), une dynamique s'est enclenchée et poursuivie qui a contribué indéniablement à promouvoir un climat de détente, celui-ci étant d'ailleurs pleinement indispensable à l'application des accords signés. Pour la première fois, les deux Grands non seulement ne se contentaient plus de régler la course aux armements en instituant des plafonds sur tel ou tel type d'arme mais entamaient un processus de réduction ponctué de négociations auquel la guerre du Golfe n'a pas mis fin.

Succédant à une quarantaine d'années d'affrontements et de dépenses militaires croissantes lourdes d'insécurité, un tel retournement cristallise une longue évolution dont les phénomènes les plus saillants s'observent tout à la fois dans les faits, les champs d'analyse et les perceptions, à l'Est comme à l'Ouest. Cette évolution s'est elle-même trouvée porteuse d'une idée nouvelle, celle de *dividendes de la paix*. Comment capitaliser l'arrêt du gâchis et cette économie de ressources dont les économies, à l'Ouest comme à l'Est, ont tant besoin pour sortir des crises qui les travaillent ? N'y a-t-il pas là un gisement potentiel de ressources mobilisables en vue du développement ?

En effet à bien y regarder, loin d'être conjoncturelle ou le fruit du pur hasard, cette évolution s'inscrit dans la durée d'une longue

---

\* Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, CIREN, Ministère des Universités, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.

Revue Études internationales, volume XXIII, n° 3, septembre 1992

maturation dont on se propose de repérer les traits les plus accusés. Une question-clé se profile derrière toute cette interrogation : pourquoi la course aux armements s'est-elle inversée ?

Indiscutablement le nouveau climat des relations internationales, à la fois initié et subi par les deux plus grandes entités qui structurent l'arène mondiale, a constitué un facteur commun et a engendré une réflexion convergente sur l'inanité des stratégies militaires mises en œuvre à l'Est comme à l'Ouest. Dans le même temps, des interrogations profondes se développaient et engendraient des réappréciations des notions de vulnérabilité et de sécurité ainsi que sur les moyens d'en maîtriser les différents aspects.

À l'Ouest, probablement à la faveur de la crise, une réflexion sur les aspects économiques de la course aux armements a conduit à réapprécier la nature de l'articulation des secteurs civils et militaires de l'économie et à douter de plus en plus des bienfaits des dépenses militaires sur l'activité économique dont le déclin un peu partout constaté a été rapproché de ces dépenses d'une nature particulière.

À l'Est, où ces remises en cause des idées jusqu'alors dominantes ne sont pas passées inaperçues, une double réflexion s'est esquissée portant d'une part, sur la place et le rôle des complexes militaro-industriels dans les économies capitalistes – moins imbriqués avec le reste de la société, avec des effets moins diffusants et se caractérisant par une autonomie croissante – et d'autre part, sur l'articulation nouvelle entre les luttes de classes et les luttes pour la paix en liaison avec la réactivation de la notion de problèmes globaux et de valeurs universelles et des domaines qui sont censés en relever.

Ce sont ces trois points que nous développerons en concluant sur ce qui constitue autant de points de passage obligés pour la nouvelle réflexion qui découle de cette situation nouvelle et inédite : le contenu d'un autre développement et la recherche de nouvelles formes de relations internationales, bref une interrogation sur la notion d'économie de paix.

## **I – D'un nouveau climat international à la crise des stratégies militaires et à une approche renouvelée de la sécurité et de la vulnérabilité**

Au cours de la décennie 80 un cadre nouveau s'est mis en place auquel aucun pays ou aucune force politique n'a pu se soustraire tant était réelle et pesante la pression vigilante des opinions publiques<sup>1</sup>. Des

1. Xavier MARCHETTI dans *Le Figaro* du 17 avril 1987 : « À ce véritable lâcher de colombes, comment répondre ? Toute voie explorée en vue du désarmement est à prendre en compte. Les dirigeants y sont contraints par leur opinion publique et chacun d'entre eux ne peut échapper à leur pression. »

accords de désarmement ont été signés en cascade entre les États-Unis et l'Union soviétique. En premier lieu ces accords ont concerné principalement le continent européen qui avait le triste privilège de battre tous les records d'accumulation et de concentration d'armes de toute nature, en particulier nucléaires. Puis, à leur tour, les systèmes centraux des deux Grands ont été affectés par ces accords qui inaugurent une ère nouvelle et créent une situation inédite en rompant, par leur démarche, avec les accords précédents, notamment la série des Salt.

En effet, jusqu'alors il s'agissait de «maîtrise des armements» (*arms control*) dont la finalité n'était pas de négocier des mesures de désarmement mais de réglementer et de codifier entre adversaires des plafonds ou des interdictions avec pour conséquences d'accepter les mesures de contrôle qui en découlaient. Essentiellement le fait des deux Grands, cette réglementation de la course aux armements en a éliminé les aspects les plus coûteux ou les plus aberrants, donnant ainsi lieu de la part des puissances moyennes à une suspicion de connivence.

C'est ce système, étroitement lié à l'apparition de la stratégie de dissuasion nucléaire et de la logique de la «destruction mutuelle assurée» qui a été remis en cause à partir de 1985 dès lors que :

- L'objectif poursuivi n'était plus de contrôler la course aux armements en fixant des limites, mais de détruire des familles d'armes nucléaires ;
- Cette réduction affectait à la fois les systèmes stratégiques centraux des deux grands pays signataires et les systèmes «intermédiaires» dont l'importance était essentielle pour leurs alliés européens respectifs ;
- Ces décisions s'accompagnaient de mesures de contrôle réciproque : inspections, observations, échanges d'informations.

Il n'est pas interdit de penser comme l'affirme Maurice Bertrand<sup>2</sup> qu'il s'agit d'une «transformation profonde de structures mentales, façonnées par des millénaires d'histoire guerrière» et par l'idée qu'il faut se mettre en situation de force et de supériorité pour avoir la paix. On peut espérer que l'aboutissement de cette évolution conduira à la mise sur pied d'un «système mondial de sécurité» fondé sur la négociation, le contrôle, les mesures de confiance et l'arbitrage.

Dans le domaine de l'économie, les deux grandes entités de l'Europe, la CEE et le COMECON, concluent les discussions engagées de longue date, officialisent leur reconnaissance et signent, pour la première fois,

2. Maurice BERTRAND, «L'évolution difficile de la «maîtrise des armements» vers un «système mondial de sécurité», *Revue internationale des Sciences Sociales*, Unesco, n° 127, février, 1991, pp. 93-108.

le 25 juin 1988, des accords jetant les bases d'une coopération<sup>3</sup>. L'absence de relations entre ces deux plus grands groupements économiques du monde constituait un anachronisme auquel il a été ainsi mis fin. C'est la période où les pays occidentaux les plus riches décident du principe de l'octroi de crédits massifs à plusieurs pays socialistes européens dont l'Union soviétique. Parallèlement des sociétés à capitaux mixtes se créent à l'Ouest comme à l'Est.

De même, des textes politiques et idéologiques communs sont ratifiés de façon bilatérale par des partis politiques d'Europe occidentale (SPD allemand, PC italien) et des partis de l'Europe de l'Est (SED allemand, PSOH hongrois) traduisant des convergences réelles sur des questions d'importance pour la «maison commune Europe». Ici on parle de «nouvelle pensée politique», d'intérêts de l'humanité tout entière, de problèmes globaux, et là, d'interdépendance ou d'intérêts mutuels.

Dans le même temps les conflits locaux dévastateurs du Tiers-Monde s'apaisent, et, même si les combats n'ont pas tous cessé, certains se doublent de négociations permettant d'espérer un retour à une paix rapide. L'intention est fortement affirmée d'inscrire le processus du développement à partir d'une situation de retour à la paix permettant à chacun des États impliqués d'assurer pleinement ses orientations dans le cadre d'une sécurité ne devant plus rien aux excès de dépenses militaires ou aux ingérences extérieures. La stratégie des «conflits de basse intensité» semble abandonnée et le temps paraît venu d'évoquer la possibilité d'une coopération des deux Grands pour panser les blessures et aider les pays les plus meurtris à s'engager dans le développement<sup>4</sup>.

L'amorce d'une nouvelle période de détente, la signature d'accords de désarmement d'une portée inédite, la volonté affirmée de coopérations en Europe, l'apaisement des conflits locaux du Tiers-Monde, la réactivation du système des Nations Unies constituent les caractéristiques principales du climat international de la deuxième moitié de la décennie 80. C'est sur ce terrain que va se développer une interrogation croissante sur la validité des stratégies militaires nucléaires qui régissent la vie de la planète depuis une quarantaine d'années ainsi que sur la perception des notions de sécurité et de vulnérabilité.

Ainsi, nombre de postulats de la stratégie de la dissuasion nucléaire ont été peu à peu abandonnés permettant à une nouvelle conception de frayer son chemin. Une lecture rationnelle des discours

3. Le fait que le COMECON se soit dissous en 1991 n'enlève rien à la portée de la reconnaissance réciproque de 1988. L'histoire n'est pas rétrospective.

4. Anatoly A. GROMYKO et C.S. WHITAKER (Eds.), *Agenda for action: African-Soviet-US cooperation*, Colorado, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1990; Richard E. FEINBERG et Rachid AVAKOV (Eds.), *US and Soviet Aid to Developing Countries: from Confrontation to Cooperation?*, Washington, Overseas Development Council, août 1990.

sur la stratégie militaire à l'ère nucléaire est un exercice difficile, tout d'abord parce que, fort heureusement, il n'existe pas de champ de bataille de référence, ensuite parce que la théorie de la dissuasion est devenue un «domaine réservé» dont les militaires ont été écartés au profit des professeurs et des intellectuels en général très éloignés des conditions d'applications de leurs cogitations et enfin, parce que dans ce domaine, l'illogisme, le non rationnel ou l'extravagance deviennent des éléments qui ajoutent encore à l'effet dissuasif.

Jusqu'en 1985, l'affrontement militaire Est-Ouest reposait dans le domaine conceptuel sur quelques piliers structurant les comportements et les décisions. Qu'il s'agisse de la recherche quasi permanente de la supériorité, de l'idée qu'une parité soit quantifiable, de la croyance en un système de défense invulnérable, de considérer comme attentatoire à la dignité nationale d'accepter des contrôles ou des inspections de l'adversaire sur son territoire, ou tout simplement de suggérer qu'une guerre nucléaire soit gagnable, tous ces piliers de la période de l'affrontement ont été remis en cause avec la détente qui a vu le jour après 1985.

Une constatation s'est ainsi vite imposée : la guerre n'est plus possible, car elle aboutirait à une destruction mutuelle assurée des belligérants, et rendrait probablement toute vie normale impossible à l'échelle de la planète. Comme l'affirment de nombreux observateurs et notamment Claude Cartigny<sup>5</sup>, les moyens nucléaires ne sont plus à proprement parler des «armes». Ils sont devenus des instruments de suicide mutuel. Le facteur nouveau induit par leur accumulation tient en ceci : celui qui frappe le premier meurt le deuxième ! Cette accumulation, loin d'engendrer la sécurité ne fait qu'accroître l'insécurité, elle-même renforcée par la multiplicité des procédures de déclenchement automatisées rendues indispensables par la nécessaire rapidité des réactions. Nous sommes ainsi arrivés à un point où les moyens militaires engageables n'ont plus aucun rapport logique avec le but de la guerre que les États poursuivraient, puisque seul l'anéantissement de toutes les parties serait au bout du chemin.

Dès lors, de plus en plus nombreux sont les gouvernements qui estiment déraisonnable dans ces conditions de surarmer à un prix exorbitant. Mieux vaut alors assurer sa sécurité autrement. Celle-ci n'est envisageable que dans le cadre de la paix, du désarmement et d'une renonciation générale à utiliser la force comme régulateur de la vie internationale. Un nouveau système de défense et de sécurité se met ainsi peu à peu en place en prenant appui sur d'autres concepts en gestation. Les conservateurs, de la CEI, aux États-Unis et en Europe, se refusent à admettre que ces changements soient profonds et durables

5. Claude CARTIGNY, «De l'insécurité commune à la sécurité commune?», *Spécial/Options*, Ugict-Cgt, n° 25, décembre 1988, pp. 49-51.

et exercent des pressions pour faire admettre l'idée que rien n'aurait changé et qu'il faudrait continuer, malgré les faits, à moderniser les appareils militaires. Mais rien n'y fait, pas même la guerre du Golfe, et, à la charnière des décennies 80 et 90, la décroissance des dépenses militaires s'est opérée et l'on parle déjà du secteur des industries d'armement comme d'un secteur sinistré<sup>6</sup>.

Ce nouveau système conceptuel, partant de l'idée que la guerre n'est pas gagnable, postule que la sécurité ne peut plus être atteinte aux dépens de l'adversaire potentiel, mais au contraire en commun avec lui. Plus généralement, en situation de forte interdépendance, la notion de sécurité nationale devient subordonnée à celle de sécurité internationale. La course aux armements n'étant pas plus gagnable que la guerre elle-même, la recherche de la supériorité militaire doit être exclue. Il devient donc réaliste de s'engager dans des mesures de désarmement. C'est dans ce contexte qu'on a assisté ces dernières années à l'émergence d'une série de concepts nouveaux autour desquels un consensus de plus en plus large s'observait. À travers les notions de «niveau de suffisance raisonnable», de «défense défensive», de dissolution des alliances militaires, de retrait des troupes stationnées à l'étranger, d'informations réciproques, de visites d'inspections et de contrôle, de suppression de menaces d'agression, de «sécurité économique», on a affaire à un nouvel ensemble conceptuel en voie de formation.

Il faut certes reconnaître qu'il n'est pas encore de dimension planétaire puisqu'il concerne essentiellement les rapports Est-Ouest et met de côté, pour l'instant, la quasi-totalité du Tiers-Monde<sup>7</sup>. La sécurité ne bénéficierait-elle ainsi qu'aux pays du Nord, autrefois les plus antagonistes? C'est tout de même dans ces pays que se concentre l'essentiel des dépenses mondiales d'armements et des capacités de destruction qui permettent déjà de détruire plusieurs fois la planète.

Mais la conviction s'est faite plus forte dans l'idée que la sécurité ne pouvait être réduite à sa seule composante militaire. Les facteurs

6. Depuis la guerre du Golfe on observe un mouvement contradictoire. D'un côté on assiste à une prise de conscience que la politique d'exportations d'armes tous azimuts, notamment en direction du Tiers-Monde, pouvait avoir des effets imprévisibles ou négatifs et, partant de là, on observe une volonté affirmée des États exportateurs de moraliser cette activité. Mais dans le même temps, les commandes publiques de défense se rétrécissant, il est proposé aux secteurs militaro-industriels de faire face à la crise qui les affecte en vendant plus à l'extérieur, en allégeant les contraintes administratives qui régissent cette activité (États-Unis, France).

7. Les *Non-alignés* ont néanmoins adopté en septembre 1991 la «Déclaration d'Accra» qui estime que le «monde en transition» est caractérisé par le passage de «la diminution de la confrontation à une coopération croissante» et précise que la fin «de l'ère de la confrontation Est-Ouest a ouvert de nouvelles perspectives sans précédent pour la paix mondiale et la coopération».

de vulnérabilité, prise au sens large, d'un pays sont fort diffus. Qu'il s'agisse de la fragilité des grands systèmes technologiques analysés par Roberto Vacca<sup>8</sup> ou Patrick Lagadec<sup>9</sup>, de celle des écosystèmes mis en cause par une attitude prédatrice et dont la préservation est nécessaire à un développement soutenu comme le démontre le Rapport Bruntland<sup>10</sup>. Qu'il s'agisse également du caractère inégalitaire de modes de développement générateurs de sociétés dites à deux vitesses, véritables fabriques de frustations et d'exclusions sociales, ou bien de la dégradation de leur capacité d'autonomie. Partout l'incapacité à maîtriser le développement – des famines aux explosions urbaines – constitue le premier facteur d'insécurité, au niveau des gens, du pays et de la planète.

À partir de ce constat, deux réponses sont possibles. On peut considérer cette vulnérabilité comme acquise et irréversible, abaisser le seuil de la perception de la menace, et se tenir prêt – sur tous les fronts – à faire face de façon militaire. Répression interne, coût social et écologique très élevé d'un côté, et intervention extérieure de l'autre, constituent les traits les plus marqués de cette option<sup>11</sup>. À l'opposé, on peut s'interdire, et le proclamer, de vouloir répondre militairement à des fragilités d'origines économique, sociale, écologique, démographique, en privilégiant les coopérations et les complémentarités de l'interdépendance plutôt que ses possibilités de gêne pour le voisin. Il s'agit alors d'identifier les vrais risques de la fin du 20<sup>e</sup> siècle – surarmement, pauvreté, exclusion sociale, sous-développement, diffusion de la drogue, menaces écologiques, etc... –, d'en prévenir les causes, voire d'en réparer les dégâts plutôt que d'adopter une posture répressive ou agressive.

Si la réflexion et la prise de conscience ont plutôt progressé dans le sens de la deuxième option, il faut reconnaître néanmoins que les faits récents – notamment la guerre du Golfe – ont favorisé la première réponse en prenant appui sur l'inertie de l'ancienne façon de penser les problèmes de la sécurité.

C'est dans un tel contexte international, qu'à l'Ouest comme à l'Est des évolutions importantes vont se produire accompagnant ce mouvement.

8. Roberto VACCA, *Demain le Moyen-Âge – La dégradation des grands systèmes*, Paris, Albin Michel, 1973, 228 p.

9. Patrick LAGADEC, *Le risque technologique majeur – Politique, risque et processus de développement*, Paris-Oxford-New York, Pergamon Press, 1981, 630 p.

10. Rapport BRUNTLAND, *Notre avenir à tous*, Montréal, Commission mondiale sur l'environnement et le développement/Éd. du Fleuve, 1988, 456 p.

11. C'est l'idée qui préside à la mise sur pied de la force d'intervention rapide supposée être déployée sur les lieux d'apparition de «turbulences économiques» dans les régions du Tiers-Monde.



## II – À l'Est, une réactivation de la notion de problèmes globaux et une vision nouvelle des complexes militaro-industriels et de l'articulation entre lutte de classes et luttes pour la paix

La vision nouvelle des réalités internationales s'inscrit dans une réflexion élargie sur l'influence réciproque des systèmes, les formes de leurs rapports, le sens et la nature de leur compétition. Si comme l'annonce la revue soviétique *Kommunist*<sup>12</sup>, il faut rompre avec une vision prénucléaire de ces questions, il importe de prendre la mesure du renouvellement des analyses à l'Est, notamment du point de vue qui nous intéresse ici, celui d'une ouverture en faveur des «dividendes de la paix».

L'existence de problèmes dits «globaux» a toujours été présentée comme dérogatoire au socle marxiste de la lutte de classes qui pose comme principe que c'est en se libérant elle-même de son exploitation que la classe ouvrière libérera également les autres classes de leurs aliénations. Dans cette entreprise, la classe ouvrière a des intérêts spécifiques à faire valoir qui justifient l'approche en termes de classes et le caractère hégémonique des alliances éventuelles qu'elle peut susciter pour faire avancer telle ou telle question.

Les problèmes globaux font exception à ces principes en ce sens qu'ils concernent des champs où l'intérêt de la classe ouvrière en tant que telle ne serait plus spécifique, car il s'agirait d'intérêts communs à toute l'humanité. Les questions de la guerre et de la paix, de la protection de l'environnement ou des écosystèmes, de la lutte contre la faim en constituent les domaines essentiels les plus couramment admis. Ils témoignent tous à leur façon, du «rétrécissement» de la planète et de l'interdépendance accrue de ses éléments.

Dire qu'il s'agit d'un problème global, c'est signifier en fait deux choses : tout d'abord, que son existence constitue une menace pour l'humanité, toutes classes et tous pays confondus et qu'ensuite, y faire face nécessite le concours de tous et non l'affrontement. Ainsi, au-delà de la rivalité des systèmes opposés, se dégagent des zones de coopération au service de l'humanité et des lieux d'émergence de valeurs universelles. Une lecture diplomatique de ce concept ne peut pas être écartée puisqu'il permet de déterminer et de justifier les domaines de coopération des deux systèmes. Naturellement, toute période de détente sera associée à un élargissement du champ des problèmes globaux et à leur réactivation. Initialement forgé dans les années 70, ce concept a vu son usage se développer au cours des années 80, constituant ainsi l'ossature centrale autour de laquelle s'est constituée, à partir de 1985,

12. *Kommunist* 1988, «Le progrès social dans le monde contemporain – Thèses à discuter», n° 7, Moscou.

la politique extérieure de l'Union soviétique théorisée par Edouard Chevardnadze<sup>13</sup>.

Ainsi, à l'ère nucléaire, les questions centrales du vaste champ des problèmes globaux comme la guerre, la paix et la sécurité internationale, s'envisagent à travers un renversement de la manière de penser qui mettait jusqu'alors en avant les intérêts de classes<sup>14</sup>. Il est admis que les deux systèmes mondiaux auront à coexister durablement et que leurs rapports devront changer, qu'il faudra rompre avec le principe «plus ça va mal pour vous, mieux ça va pour nous», c'est-à-dire avec l'idée qu'à toute avancée du socialisme doit correspondre un recul du capitalisme. La nouvelle pensée politique considère même que la thèse selon laquelle la coexistence pacifique serait une forme spécifique de la lutte de classes est devenue erronée, que la rivalité des deux systèmes ne peut plus être considérée comme la tendance principale de notre époque<sup>15</sup> et qu'il est vain de transposer les conceptions idéologiques et sociales dans les rapports interétatiques (E. Chevardnadze) ou de réduire la notion de progrès social quasi exclusivement au passage d'une formation sociale à une autre, c'est-à-dire d'en avoir une lecture géopolitique ou cartographique. Bref, à l'analyse de la confrontation dans un monde divisé (théorie des «deux camps») a succédé celle de la confrontation dans un monde interdépendant. Cette façon de penser est nouvelle en ce sens qu'envisagée jusqu'alors comme conséquence (de l'instauration du socialisme) ou comme moyen (passage pacifique ou violent), la paix devient un but incontournable pour l'humanité.

Cette réflexion s'est accompagnée dans le même temps d'une vision nouvelle de la place et du rôle des complexes militaro-industriels dans les sociétés capitalistes. Selon les analystes soviétiques ou de nombreux chercheurs marxistes<sup>16</sup> ce bouleversement intellectuel soulève de façon inédite la question centrale de l'articulation de la lutte de classes et de la lutte pour la paix.

13. Edouard CHEVARDNADZE, Rapport à la Conférence scientifique et pratique du Ministère des Affaires étrangères de l'URSS, le 25 juillet 1988. *La Vie Internationale*, Moscou, octobre 1988, pp. 3-36.

14. On savait depuis longtemps que les armes nucléaires ne choisissaient pas entre les différentes couches sociales, ou que l'introduction de la dimension de classe dans les analyses stratégiques contemporaines relevait d'une dialectique fort savante. Ces questions avaient déjà opposé les Chinois aux Soviétiques au début des années 60.

15. *Kommunist*, n° 7, op. cit.

16. *La Nouvelle Revue Internationale*.

1/1986: «Le fardeau du militarisme; aspects sociaux et économiques» (Symposium international).

4/1987: Georges Tsagolov – «La locomotive du militarisme».

8/1987: Victor Perlo – «La militarisation et la crise structurelle du capitalisme».

9/1987: «Est-il possible de mater le complexe militaro-industriel?» (Symposium international).

8/1988: Jürgen Reusch – «Le capitalisme et la paix».

12/1988: Dieter Klein – «Les chances du capitalisme sans canons».

2/1989: «La révolution et la paix à l'âge nucléaire» (Symposium international à Prague).

Du point de vue qui nous intéresse ici, deux aspects nous apparaissent décisifs : le capitalisme a-t-il toujours besoin de la guerre, ou à défaut de pouvoir la faire, de dépenses militaires croissantes ? Dans l'affirmative la lutte pour le désarmement se superpose à la lutte contre le capitalisme, la crise et l'austérité. Dans la négative, les complexes militaro-industriels se développent en contradiction avec le reste de la société, y compris ses secteurs capitalistes civils. Des lignes de fracture vont donc apparaître, facilitant l'isolement de ces complexes.

Ceci nous amène à la deuxième question : la lutte pour le désarmement garde-t-elle alors sa dimension de classe si elle se propose d'y associer ceux qui entendent conserver le système capitaliste, voire améliorer son fonctionnement en réduisant ses dépenses d'armements ? La lutte contre le militarisme n'implique-t-elle pas des rassemblements dont l'ampleur, la nature, la conduite et la finalité en dissolvent le contenu de classe ? La nature de l'articulation entre la lutte de classes et la lutte pour la paix se trouve ainsi soulevée du point de vue de leur superposition, de leur priorité ou de leur hiérarchie.

On retrouve, avec une préoccupation nationale, la réflexion menée dans l'optique de la conduite des relations internationales autour des problèmes globaux. C'est autour de ces questions que contributions et colloques se sont multipliés entre marxistes<sup>17</sup>. Pour mesurer l'ampleur de l'évolution de la réflexion, il n'est pas inutile de rappeler l'essentiel des analyses qui constituent en quelque sorte le socle marxiste de départ.

De Marx à Jaurès en passant par Lénine, une analyse a toujours prévalu : le capitalisme est étroitement associé à la guerre ou à sa préparation. On ne peut donc éliminer la menace et l'éventualité des conflits qu'en supprimant les rapports capitalistes qui les engendrent. La lutte révolutionnaire de classes mène à la paix. Celle-ci découle donc de la révolution et en est la conséquence. La lutte pour la paix passe donc inévitablement par la lutte pour le socialisme.

Le lien entre capitalisme et guerre a un fondement de nature économique. Indispensable au bon fonctionnement du système, les dépenses militaires constituent en même temps un gâchis de ressources et un fardeau pour la société. Nécessaires par leur capacité à relancer la machine économique, à assurer la régulation du système et à jouer un rôle contracyclique, ces dépenses peuvent même contribuer à la résorption du chômage. Les théoriciens keynésiano-marxistes, Baran et Sweezy<sup>18</sup>, affirment même que la prospérité des années quarante et cinquante aux États-Unis fut imputable aux énormes dépenses militaires et qu'une réduction de leur part dans le budget aurait entraîné une augmentation du chômage.

17. *Kommunist*, n° 7, 1988, op. cit. et *La Nouvelle Revue Internationale*, op. cit.

18. Paul A. BARAN et Paul SWEETZY, *Le capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero, 1968, 343 p.

On retrouve une idée analogue chez Ernest Mandel<sup>19</sup> quand il affirme que l'appareil étatique, à travers ses commandes régulières et fiables stimule non seulement le secteur militaire mais, par contagion, la relance générale et a ainsi tendance à assurer le plein emploi. Ce militarisme, inhérent à la logique du système, présente donc une facette «utile», du moins à court terme. On retiendra que cela tient à la totale imbrication et la parfaite osmose entre les secteurs civils et militaires de la société.

Cependant, de façon dialectique, ces auteurs n'en avancent pas moins que ces dépenses s'apparentent à un gâchis qui tient à la nature de ce bien particulier que constitue une arme. Il s'agit en effet d'une marchandise dont la valeur se réalise sur le marché, mais qui ne participe pas au processus de reproduction sociale faute d'être un bien de consommation contribuant alors à la reconstitution de la force de travail, ou faute d'être un bien de production participant au renouvellement des machines. Au contraire, elle consomme ces ressources de façon improductive et détruit même toute richesse et toute vie humaine en cas d'usage. De plus, ce gâchis façonne la société par ses conséquences économiques et sociales qui pèsent en général le plus lourdement sur les couches populaires, premières victimes d'un usage répressif de ces armes.

Telle est pour l'essentiel l'analyse initiale telle qu'elle s'est développée dans la plupart des pays socialistes et dans la communauté des chercheurs marxistes. Il faut reconnaître qu'elle a été nuancée ultérieurement.

Dès les années 60, les économistes soviétiques abandonnent leurs analyses initiales sur les relations étroites et fatales entre monopoles, armements et guerre, et commencent à admettre la possibilité d'un désarmement dans un pays capitaliste sans que son système social ait dû être aboli au préalable, considérant par là-même qu'il était devenu possible d'isoler politiquement les complexes militaro-industriels et de contrecarrer leurs activités. Lors de son 27<sup>e</sup> Congrès le PCUS abandonnera d'ailleurs la thèse qui caractérisait la lutte pour la paix comme la forme supérieure de la lutte de classes.

Ces dernières années, cette ligne de réflexion s'est poursuivie et nombreux sont les chercheurs marxistes<sup>20</sup> qui utilisent les termes d'autonomie croissante ou de tendance à l'autarcie pour désigner le mouvement qui affecte les complexes militaro-industriels, exprimant ainsi l'idée que ces derniers développeraient leur influence sur le reste de la société mais en opposition avec elle. Ils se comporteraient de surcroît en parasites vis-à-vis des secteurs civils de la société en y

19. Ernest MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, t. 3, UGE, Coll. 10-18, 1969, 314 p.

20. *La Nouvelle Revue Internationale*, op. cit.

prélevant pour leur usage ce qu'elle a de meilleur et de plus performant, comme la haute technologie ou la recherche de pointe en interdisant ses effets diffusants pour cause de secret militaire. Indépendamment du caractère novateur des stratégies qu'il autorise, ce constat présente l'intérêt d'être en convergence très forte avec les travaux menés depuis une quinzaine d'années sur ces questions par de nombreux théoriciens non marxistes voire libéraux, dans les pays occidentaux.

### III – À l'Ouest, un doute croissant sur les bienfaits économiques des dépenses militaires

Le débat dans ces pays a connu également un revirement profond. Au départ, structuré autour d'un ensemble d'analyses qui créditaient un haut niveau de dépenses militaires d'un effet bénéfique sur l'économie et la société (niveau d'activité, emploi, croissance, retombées technologiques, modernisation, rentrées de devises), il s'est déplacé vers des interrogations de plus en plus appuyées où dépenses militaires se conjuguent avec déclin, perte de compétitivité, dysfonctionnements économiques, crise, au moment même de la montée en puissance de l'Allemagne et du Japon. En réalité les deux thèses se sont toujours affrontées et ont donc toujours coexisté, mais un revirement s'est produit en faveur de la seconde.

Au départ, la thèse dominante s'articule autour de quelques idées simples qui confortent, sous l'aspect économique, la notion de dépenses utiles au fonctionnement du système. Ceux qui adhèrent au système considèrent comme un moindre mal ces dépenses, alors que d'autres, à l'opposé, vont trouver une raison supplémentaire de changer le mode de fonctionnement d'une société qui nécessite de tels succédanés.

On peut voir en Keynes l'un des pères de cette approche. À ses yeux les commandes militaires s'apparentent à une dépense publique et sont donc susceptibles d'augmenter la demande effective et de contribuer au maintien ou à la relance de l'activité économique<sup>21</sup>. On retrouvera la conviction que les dépenses militaires accompagnent et contribuent à la logique du fonctionnement de la machine économique chez des auteurs aussi divers que Baran et Sweezy, Galbraith<sup>22</sup> ou les économistes du ministère de la Défense. L'idée commune sous-jacente à ces analyses a pour origine la conviction que secteurs civils et militaires

21. Dans un article au *New Republic* du 29 juillet 1940 il affirmait que «les préparatifs de guerre, loin d'exiger des sacrifices, conduiront à un accroissement de la consommation individuelle et un niveau de vie plus élevé». On pourra toutefois arguer à l'encontre de ce propos que le keynésianisme militaire, comme forme de dépense publique pour stimuler l'économie, est certainement moins efficace que le keynésianisme social.

22. John Kenneth GALBRAITH, *La paix indésirable ? – Rapport sur l'utilité des guerres*, Paris, Éd. Calmann-Lévy, 1968, 209 p.

de l'économie sont parfaitement imbriqués et communicants et peuvent grâce à cette parfaite osmose connaître des effets diffusants maximum.

Dans cette optique, les retombées technologiques du secteur militaire vers le secteur civil seront évidentes et justifieront les investissements importants consacrés à la recherche et développement dans le secteur militaire. La mainmise de ce secteur sur la haute technologie sera encouragée ainsi que le détournement de ressources qualifiées (matériaux, main-d'œuvre).

De même, la fluctuation des dépenses militaires sera présentée comme un outil de politique économique susceptible, par sa fonction contracyclique, de favoriser les ajustements nécessaires. On imaginera, à l'instar du multiplicateur d'investissement keynésien, un multiplicateur des dépenses militaires exerçant ses effets sur l'investissement et l'emploi.

Ces considérations ont même été transposées à la situation des pays du Tiers-Monde et un auteur comme Émile Benoît<sup>23</sup>, d'ailleurs fortement controversé<sup>24</sup>, situait dans les dépenses militaires de ces pays une possible cause de croissance et un facteur important de leur modernisation.

On remarquera que cette approche dominante est caractérisée par deux traits principaux : la dimension macro-économique imprègne toute l'analyse et celle-ci inscrit essentiellement dans le court terme les effets bénéfiques des dépenses d'armement. Paradoxalement, c'est du côté des libéraux que les critiques les plus vives vont s'élever contre ces dépenses dès les années soixante – soixante-dix.

Inlassablement, à partir d'analyse micro-économique industrielle ou de secteur, rompant ainsi avec la macro-économie dans laquelle s'inscrivait le «keynésianisme militaire», Seymour Melman<sup>25</sup> va tenter de comprendre la logique de fonctionnement des industries d'armement. Ses conclusions seront redoutables. Animé par le souci de la performance technologique, ce secteur méconnaît les critères les plus essentiels de la compétitivité économique. Sa capacité de pression sur les hautes sphères de l'État ou du gouvernement lui permet d'obtenir toutes les rallonges de crédit ou de subsides souhaitées sans souci des dérapages de coût qui animerait n'importe quelle entreprise civile. Il emprunte aux secteurs civils ce qu'ils ont de meilleur ou de plus performant sans restituer un équivalent en contrepartie. N'importe quelles ressources identiques appliquées au secteur civil généreraient plus de satisfac-

23. Émile BENOÎT, «Growth and Defense in Developing Countries», *Economic Development and Cultural Change*, Chicago, vol. 26, n° 2, 1978, pp. 271-280.

24. Nicole BALL, «Defense and Development – a Critique of the Benoît's Study», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 31, n° 3, 1978.

25. Seymour MELMAN, «The Permanent War Economy – American Capitalism in Decline», New York, Simon & Schuster, 1974, 384 p., édition révisée en 1985.

tions. Gâchis et maximisation des subsides et des coûts constituent les traits les plus caractéristiques de ce secteur qui se comporte ainsi en véritable parasite d'une économie civile qu'il alourdit. Ces dépenses, d'une nature particulière, constituent aux yeux de l'auteur de véritables scories pour un bon fonctionnement de l'économie libérale et ne sont donc pas nécessaires au capitalisme.

Pour leur part, des chercheurs travaillant en France ou au Canada, Bertrand Bellon et Jorge Niosi<sup>26</sup>, parlent d'un enclos et d'un ensemble exceptionnellement cohérent par rapport au reste de la société pour ce secteur d'activité militaro-économique. Ils font remarquer que «les économistes du Pentagone n'invoquent d'ailleurs plus les effets diffusants qui se sont révélés tout à fait incertains, mais insistent sur l'«autonomie des mondes militaires et industriels». On comprendra que par rapport au discours jusque-là dominant, cette «autonomie» signifie tout à la fois autre logique et absence de retombées substantielles.<sup>27</sup>

En vérité, les analyses se multiplient pour mettre à mal le mythe des retombées ou pour parler de retombées négatives dans des domaines aussi divers que l'emploi, le niveau d'investissements, la compétitivité, la croissance ou la sécurité économique.

Dès les années soixante, il apparaissait déjà que l'exemple américain des années trente-quarante n'était peut-être ni reproductible ni transposable à d'autres situations. La nature des produits militaires et les conditions de leur fabrication rendaient plus illusoirs leur capacité à relancer la demande et à augmenter l'emploi. Les dépenses s'orientent maintenant plus vers la technologie de pointe et la recherche-développement que vers la production de masse et la tendance va vers la miniaturisation (atomique/nucléaire; bombardiers/missiles). Des études récentes et répétées confirment l'absence de liaison positive entre dépenses militaires et emploi.

Mais c'est autour de la question des retombées technologiques que le revirement des positions fut le plus net au cours des années 1980. Il toucha même l'establishment militaire du Pentagone et ne resta pas sans écho en France même. Que des revues comme *Fortune*<sup>28</sup> ou *L'Usine Nouvelle*<sup>29</sup> s'inquiètent de la faiblesse de ces retombées est symptomatique de la contagion de ces préoccupations dans des milieux traditionnellement favorables aux dépenses militaires. Les technologies issues des programmes militaires de recherche sont en général très

26. Bertrand BELLON et Jorge NIOSI, *L'industrie américaine - Fin de siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1987, 259 p.

27. On remarquera que l'expression «retombée» implique qu'il a fallu monter, c'est-à-dire prélever au secteur civil, avant de restituer.

28. *Fortune*, «More Spinoffs from Defense», Spring/Summer, 1991, pp. 60-65.

29. Jean-Pierre CASAMAYOU, «Recherche militaire: le mythe des retombées», *L'Usine Nouvelle*, 12 janvier 1991, pp. 28-33.

«marquées» et leur application rapide au secteur civil se trouve fréquemment entravée par des conditions restrictives. François Chesnais<sup>30</sup> retrace l'historique de ce débat en montrant combien ces dépenses ont affaibli le tissu industriel amenant les dirigeants du Pentagone à prendre conscience de l'incapacité du système productif américain à satisfaire leurs exigences technologiques et les obligeant ainsi à s'adresser aux fabricants japonais. Ces dirigeants en viennent à préconiser une base industrielle viable, commune à la fois au secteur militaire et au secteur civil, susceptible de satisfaire aux exigences de l'armée et de la concurrence civile internationale.

Le Conseil américain de compétitivité tire également des conclusions alarmistes sur le secteur de haute technologie et constate que les fabricants d'armes américains et européens sont de plus en plus dépendants de fournisseurs nippons pour s'approvisionner en composants électroniques, des fournisseurs qui ont acquis leur suprématie, non grâce à des commandes militaires, mais à leur compétitivité en électronique sur des marchés civils. En conséquence, le déclin technologique américain met non seulement en danger l'économie américaine, mais aussi la sécurité du pays, estiment les auteurs du Rapport (cf. *Le Monde* du 23-3-1991). On retrouve également les mêmes analyses dans la *Harvard Business Review*<sup>31</sup>.

Pour sa part, Claude Serfati<sup>32</sup>, analysant la situation française, montre combien, sur le long terme, l'investissement civil a pâti des dépenses militaires qui ont opéré un véritable effet de détournement sur les ressources civiles.

La plupart de ces auteurs situent dans le haut niveau de dépenses militaires l'une des causes principales du déclin relatif des États-Unis et de son alignement, par ses effets négatifs sur les taux de croissance et la compétitivité industrielle, sur ses principaux partenaires internationaux. Ils rejoignent en cela la réflexion développée par le célèbre historien anglais, Paul Kennedy<sup>33</sup>, dans son dernier ouvrage, à savoir qu'au-delà d'une certaine limite, la part excessive prélevée par les militaires préfigure le déclin. Un tel débat se trouvera exacerbé par la montée en puissance de l'Allemagne et du Japon. On sait que ces pays doivent à leur condition de perdants de la Deuxième Guerre mondiale, les raisons de leurs faibles dépenses d'armement, et probablement une des causes de leur succès d'aujourd'hui.

30. François CHESNAIS (sous la direction de), *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Paris, CPE/Economica, Paris, 245 p.

31. Robert KUTTNER, «How National Security Hurts National Competitiveness», *Harvard Business Review*, January-February 1991, pp. 140-149.

32. Claude SERFATI, «L'économie française et le fardeau des dépenses militaires», *Les temps Modernes*, n° 524, mars 1990, pp. 122-167.

33. Paul KENNEDY, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Éditions Payot, 1989, 730 p.



Ces analyses confirment largement celles suscitées par l'Assemblée générale de l'ONU dès 1978, à travers la mise sur pied d'un «Groupe d'Experts non gouvernementaux sur les relations entre désarmement et développement» et dont le Rapport<sup>34</sup> stipule bien que tous les systèmes sociaux subissent les conséquences d'un poids excessif des dépenses militaires et invite les Gouvernements à se débarrasser de ce fardeau en envisageant des mesures de reconversion des industries d'armement.

C'est donc bien la vision traditionnelle de l'articulation des secteurs civils et militaires qui se trouve radicalement remise en cause à travers l'ensemble de ces analyses. À l'origine, le secteur militaro-industriel était censé jouer un rôle de locomotive sur l'ensemble de la société. Maintenant nombre de militaires eux-mêmes considèrent que l'existence d'un secteur militaire indépendant repose avant tout sur une base industrielle saine dont les ressources ne doivent pas être parasitées.

#### IV - Vers la notion de dividendes de la paix et d'économie de paix

Ces évolutions, à l'Est comme à l'Ouest, sont marquées par leur propre ancrage dans leur réalité, c'est-à-dire par des problématiques différentes. Elles se concrétisent à travers des mesures réelles de désarmement, des diminutions notables de budgets militaires et des engagements à poursuivre dans cette direction à un rythme accru. Cette inversion d'une tendance lourde, fortement établie depuis plus de quarante ans, s'est déroulée dans un contexte de forte impréparation. On parle déjà de secteurs militaro-industriels sinistrés et confrontés à des problèmes de reconversion<sup>35</sup>. On en vient à évoquer les précédents de la sidérurgie, des charbonnages, de la construction navale ou de l'automobile.

Avec une différence toutefois. Les effets négatifs de ces dépenses ayant été reconnus, on perçoit, confusément, le gain potentiel qui pourrait découler d'une réduction de ces dépenses, en affectant les ressources dégagées, humaines et matérielles, aux secteurs civils de l'activité économique. La notion de dividendes de la paix a suscité un regain d'intérêt qui n'est pas sans rapport d'ailleurs avec une crise qui perdure. On assiste également à un intérêt pour les notions d'économie de paix<sup>36</sup> ou d'économie du désarmement<sup>37</sup>.

34. ONU. «Étude des rapports entre le désarmement et le développement», Assemblée générale, 36<sup>e</sup> session, 5 octobre 1981, 220 p.

35. Laurent CARROUE, «Les industries d'armement au tournant», *Le Monde Diplomatique*, juillet 1991.

36. Michel ROGALSKI, «Vers une économie de paix : slogan ou stratégie?», *Recherches Internationales*, n° 29-30, automne-hiver, pp. 101-129.

37. Jacques FONTANEL, «L'économie du désarmement», *Stratégique*, 4<sup>e</sup> trimestre 1990, pp. 75-96.

Certaines de ces questions sont déjà d'une actualité concrète. D'autres relèvent de réflexions de caractère heuristique sur les modalités possibles d'un développement engendré par des mesures de désarmement. Le dossier de la reconversion ou de la réorientation constitue un point à la fois incontournable et sensible qui a déjà suscité une littérature abondante<sup>38</sup>. Au-delà de sa faisabilité, la reconversion soulève les notions de droit au travail utile et celle de responsabilité sociale, et, s'inscrivant dans la perspective d'une économie de paix, pose la question du passage de l'autogestion des moyens à celle des fins. Sans nier la dimension du comment produire, l'aspiration à une économie de paix y ajoute la question du que produire. C'est dire combien elle est subversive.

Il apparaît également qu'un désarmement durable engendrant des dividendes de la paix ne peut reposer que sur un certain mode de développement et de coopération internationale. Il s'agit alors de rechercher les modes de développement et les modalités d'organisation de la vie internationale les moins génératrices de tensions, d'inégalités et d'hégémonisme. Cela soulève la question d'une autre reconversion, celle du contenu des relations internationales qui s'inscrit dans le cadre d'un Nouvel Ordre International en totale contradiction, ainsi que le démontre Bernard Gerbier<sup>39</sup>, avec la confrontation et la course aux armements. Bref, comment passer de la guerre économique qui caractérise les traits dominants de l'interdépendance à un type de relations constitutives des armes de la paix, c'est-à-dire de substituer la coopération à la compétition. Tels sont quelques-uns des enjeux suscités par les profonds revirements évoqués.

- 
38. Lloyd J. DUMAS et Marek THEE, *Making Peace Possible - The Promise of Economic Conversion*, Pergamon Press, 1989, 317 p. ; Seymour MELMAN, *The Delimitarized Society - Disarmament and Conversion*, Montréal, Harvest House, Montréal, 1988, 132 p. ; Michel ROGALSKI, Carlos YACUBOVICH, «Réflexion sur les stratégies de reconversion des industries d'armement». Rapport présenté au Centre du Désarmement de l'ONU, Ehess/Cired, 1980.
39. Bernard GERBIER, «Crise, armement et Nouvel Ordre International», *Recherches Internationales*, n° 28, été 1988, pp. 47-61.